



ASIE/LIBAN - Sondage d'une fondation norvégienne sur la croissance de l'intolérance envers les réfugiés syriens

Beyrouth (Agence Fides) – Selon un sondage promu par la Fondation de recherche norvégienne Fafo tout récemment publié concernant les réactions suscitées au sein de la population libanaise par la vague de réfugiés fuyant la guerre civile en Syrie, 54% des personnes interrogées souhaitent que les frontières de leur pays soient fermées à l'afflux de nouveaux réfugiés provenant de Syrie et 90% d'entre eux préféreraient voir annulée la liberté d'accès sans restriction que le Liban a jusqu'ici garanti à ceux qui fuient la guerre civile syrienne. Selon les réponses de l'échantillon de 900 personnes représentatives de la mosaïque ethnique et religieuse libanaise, les motifs du mécontentement croissant sont principalement d'ordre économique et social : 82% de l'échantillon estiment que les réfugiés prennent le travail des libanais, provoquant une diminution brusque des salaires alors que 66% indiquent que leur présence prolongée est destinée à mettre en crise la gestion des ressources hydriques et énergétiques du pays. Certaines données mettent en évidence la croissance de pulsions xénophobes : plus de 80% des personnes interrogées considèrent négativement l'éventualité que des membres de leur famille épousent un syrien ou une syrienne alors que 53% sont préoccupés à l'idée que les enfants syriens soient admis dans les mêmes classes que leurs propres enfants.

Pour le Père Simon Faddoul, Président de Caritas Liban, les résultats de ce sondage ne sont pas surprenants. « Malheureusement – indique le prêtre libanais à l'Agence Fides – il fallait s'y attendre. Au Liban, il y a plus d'un million de réfugiés syriens. Selon certains, leur nombre atteindrait même le million et demi et les libanais ne sont que quatre millions et demi. Le Liban est trop petit pour supporter un afflux aussi massif, qui a un impact sur la vie de la population du point de vue économique mais aussi en ce qui concerne la sécurité et qui risque de contribuer à la déstabilisation du fragile équilibre politique. Ceci est la réalité. La communauté internationale devrait prendre en charge les conséquences du conflit syrien en favorisant une redistribution des réfugiés syriens dans d'autres pays et en relâchant la pression qui pèse actuellement de manière exclusive sur les nations limitrophes ». (GV) (Agence Fides 12/07/2013)